

E.D.F. - G.D.F.
CENTRE DE DISTRIBUTION MIXTE
DE VERSAILLES

CONVENTION DE SERVITUDES DE PASSAGE

POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE CANALISATION DE GAZ

ENTRE LES SOUSSIGNES

désignés ci-après par le copropriétaire,

et GAZ DE FRANCE, Service National, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à PARIS, 23, rue Philibert Delorme, faisant élection de domicile au CHESNAY, 78150 au 46, Boulevard ST-Antoine, et représenté par Monsieur Jean-Marie THOMAS, Chef de Centre Adjoint du Centre de Distribution Mixte de VERSAILLES, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par Monsieur A. GAUDUBOIS Directeur Régional de la Distribution "ILE-DE-FRANCE OUEST

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le propriétaire du terrain IVECO = Société CAMEL 140 avenue des
champs Elysées Paris 75008 représentée par Monsieur Jacques CLARENS
sis : à Trappes (Yvelines) avenue Vladimir Komarov et 6 rue
cadastré : Nicolas Copernic
Section AM n° 15 pour 5 ha 72 a 62 ca

autorise GAZ DE FRANCE ou ses ayants-droit à installer sur le terrain précité une canalisation destinée à alimenter en gaz la Société SERNAM.

Article 1er :

Cette servitude de passage et d'entretien dont l'emplacement est indiqué en rouge sur le plan annexé, auquel les parties déclarent se référer expressément, s'étendra sur une largeur de 1 m de part et d'autre de la canalisation et donnera à GAZ DE FRANCE que la propriété soit close ou non, les droits suivants :

Les agents de GAZ DE FRANCE, ou ceux des entreprises accréditées par lui, auront toujours libre accès sur le terrain objet de la présente convention pour inspecter, réparer, entretenir et au besoin modifier la canalisation sur tout ou partie de son parcours, à charge pour GAZ DE FRANCE, d'exécuter ces travaux à ses frais.

.../...

ARTICLE II : ~~Canalisation.~~

Le propriétaire conserve la pleine propriété de la bande de terrain occupée par la canalisation dans les conditions qui précèdent.

Il s'engage cependant :

- à ne pas entreprendre, sans l'accord préalable de GAZ DE FRANCE, au voisinage de la canalisation, des travaux de quelque nature que ce soit (constructions, plantations, etc...) susceptibles d'apporter un trouble au fonctionnement de la distribution du gaz.

Il est en outre entendu que si par suite de travaux ou changements quelconques ne provenant pas du fait de GAZ DE FRANCE, il devenait nécessaire de modifier l'implantation ou le tracé de la canalisation, cette modification ne saurait être effectuée qu'aux frais du demandeur ou de celui qui l'aurait rendue nécessaire.

ARTICLE III : Redevance.

La présente convention est consentie gratuitement par le propriétaire à GAZ DE FRANCE.

GAZ DE FRANCE assure dans tous les cas les risques locatifs, les recours des voisins et les risques d'incendie provenant de ses propres installations.

ARTICLE IV : date d'effet - durée.

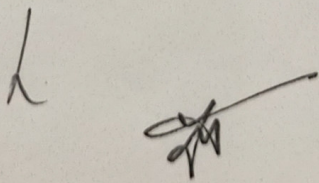
La présente convention prend effet à dater du jour de la signature, elle est conclue pour la durée de la concession accordée à GAZ DE FRANCE et de son renouvellement éventuel.

En cas de rachat ou de déchéance de la concession, la commune de TRAPPES aura la faculté de se substituer à GAZ DE FRANCE dans les droits ou obligations de la présente convention. Il en sera de même pour tout organisme auquel GAZ DE FRANCE viendrait à faire apport de ses installations.

ARTICLE V :

Le propriétaire sera tenu, en cas de vente ou de location de son terrain, de faire mention dans l'acte de vente ou de location de l'existence du présent contrat, que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter et exécuter.

La présente convention oblige tant les parties elles-mêmes que leurs ayants droit.



.../...

ARTICLE VI : Domicile.

3

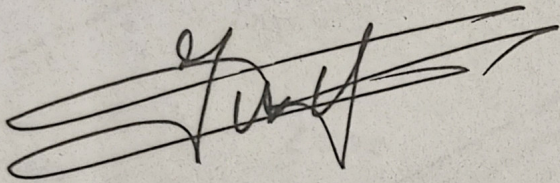
Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

GAZ DE FRANCE

Fait en 3 exemplaires

à Versailles

, le 25/01/1989.



à Paris , le

20 janvier 1989

pour la société CAMEL

